



Muni d'une arme à feu artisanale, un homme pose à côté de ses enfants à proximité de la mine d'or où il travaille.
© Chris Sattlberger/Panos Pictures

Toujours sous la menace des armes

LA VIOLENCE ARMÉE EN PAPOUASIE NOUVELLE-GUINÉE

INTRODUCTION

En réponse à la violence armée chronique que connaissent les provinces des Highlands¹ et les centres urbains du pays, le gouvernement de Papouasie Nouvelle-Guinée (PNG) a entamé en 2005 un examen approfondi de ses méthodes de contrôle et de ses législations en matière d'armes à feu. Cet examen incluait l'établissement d'un comité national de contrôle des armes à feu, une tournée de présentation qui a amené la question du contrôle des armes à feu au premier plan de l'agenda national et a culminé avec un sommet national sur les armes à feu ainsi qu'un rapport approfondi au parlement – qui n'a pas encore obtenu de réponse. Même si leur nombre est peu élevé par rapport à la population, il a été déterminé que les armes à feu représentent un facteur majeur de l'insécurité réelle et perçue, ainsi qu'un obstacle à une bonne gouvernance, à une meilleure sécurité de l'Etat et au développement durable. Ce chapitre présente les conclusions d'une étude sur la violence armée dans le district de la capitale nationale (NCD) et dans la province des Highlands du Sud (SHP) menée à bien par le Small Arms Survey, avec le soutien du Programme des Nations unies pour le développement². L'évaluation contribue au débat public et renforce l'intérêt politique manifesté lors du récent sommet national sur les armes à feu. Elle s'ajoute aux travaux de plus en plus nombreux de recherche sur les armes légères menées à bien dans le Pacifique³ et offre une carte complète de la violence armée dans deux des régions les plus touchées de Papouasie Nouvelle-Guinée. Elle pousse également un agenda tourné vers l'avenir en soulevant une série de constats qui remettent en question des idées reçues sur la violence armée en Papouasie Nouvelle-Guinée et survient à un moment où se présente une rare opportunité d'adopter certaines mesures décisives afin de résoudre les problèmes décelés. Elle invite plus particulièrement les donateurs, les médecins, les chercheurs et les avocats à reconsidérer les approches conventionnelles en matière de désarmement et de contrôle des armes dans des contextes tels que celui de la Papouasie Nouvelle-Guinée.

La Papouasie Nouvelle-Guinée est une jeune nation qui souffre d'une violence armée chronique. Ses citoyens connaissent actuellement des taux de victimisation qui sont parmi les plus élevés au monde. Les armes à feu (artisanales ou manufacturées) ont joué un rôle important dans l'exacerbation des problèmes d'ordre public que connaît le pays et ont engendré des formes insidieuses de violence, telles que des mutilations, des rapt et des enlèvements en échange d'une rançon⁴. Les coûts se sont avérés élevés en termes humains et matériels. Si les perspectives d'amélioration de la sécurité en Papouasie Nouvelle-Guinée semblent de prime abord peu prometteuses, la violence armée y est variée et n'est pas répartie de façon homogène, présentant de nombreux environnements différents en matière d'ordre public (Dinnen, 2001). La reconnaissance de ce phénomène permettra de mieux concevoir et cibler les interventions. Ce chapitre propose à cet effet un certain nombre de conclusions stratégiques et contre-intuitives qui devraient également informer et influencer utilement les futures interventions conçues pour atténuer l'insécurité et réduire la demande et la disponibilité en armes. Voici quelques-unes des principales conclusions de ce chapitre:

- Les taux de victimisation des ménages dans le district de la capitale nationale et dans les Highlands du Sud sont plus élevés que ce qui avait été enregistré précédemment. Plus de la moitié de tous les foyers interrogés signalaient des incidents de victimisation au cours des six mois précédents.
- Plus de 80% de tous les actes de victimisation répertoriés dans le district de la capitale nationale et dans les Highlands du Sud impliquaient l'utilisation d'une arme, sans qu'il s'agisse nécessairement d'une arme à feu.

Carte 7.1 Papouasie Nouvelle-Guinée



- La violence domestique est le premier facteur d'insécurité, même si d'autres éléments tels que les conflits sociaux et la criminalité armée ont également leur importance.
- Les combats entre groupes et la violence criminelle sont des facteurs décisifs d'insécurité à la fois au sein du district de la capitale nationale et dans les Highlands du Sud. L'hypothèse courante qui associe les combats tribaux aux Highlands du Sud et la violence criminelle aux zones urbaines doit donc être revue.
- Les appels à faire de la région de Hela une province constituent une source de conflits potentiels dans les Highlands du Sud. Les habitants se procurent des armes avec l'intention de provoquer des troubles graves si leurs appels à l'autonomie de la région ne sont pas entendus.
- La demande d'armes à feu est élevée dans le district de la capitale nationale et dans les Highlands du Sud. De surcroît, le prix des munitions est moins élevé que ce qui avait été signalé et semble être en baisse.
- A ce jour, les programmes de réduction du nombre d'armes n'ont pas bénéficié d'un grand soutien dans les Highlands du Sud ou le district de la capitale nationale. Sans améliorations apportées à l'ordre public, les populations de ces deux régions sont généralement réticentes à l'idée d'un désarmement.
- Des interventions réussies devront être ciblées et basées sur un diagnostic complet et solide des problèmes de l'ordre public en Papouasie Nouvelle-Guinée, région par région.

MÉTHODOLOGIE

Comme cela avait déjà été le cas à d'autres occasions, cette évaluation particulière de la violence avait pour objectif de générer des données à la fois quantitatives et qualitatives pour une meilleure compréhension géographique et démographique de la violence armée en Papouasie Nouvelle-Guinée. La méthodologie globale employée est le résultat d'une adaptation de méthodologies précédemment utilisées par le Small Arms Survey dans plus de 25 pays. Les principaux outils comprenaient deux instruments d'enquête: un sondage des ménages à grande échelle sur la violence armée et des groupes de consultation participatifs complétés par des entretiens individuels. Le sondage des ménages comprenait plus particulièrement des questions structurées sur la victimisation, sur l'usage abusif des armes et la violence armée, sur l'opinion personnelle des personnes interrogées en matière d'armes et d'ordre public ainsi que sur les effets de la violence. Quant aux groupes de consultation, ils exploraient cinq domaines thématiques clés: les différents types de violence, leurs causes et leurs coûts, ainsi que les méthodes permettant de réduire cette violence et les circonstances dans lesquelles des communautés procéderaient au désarmement de leur plein gré.

Face à la nécessité de générer des résultats préliminaires à temps pour le sommet national sur les armes à feu, il a été déterminé que l'évaluation devrait être calculée et non aléatoire, composée de deux enquêtes basées sur des régions – une consacrée aux zones urbaines et l'autre aux zones rurales – chargées d'évaluer les causes, l'ampleur et la répartition de la violence armée dans deux des régions du pays les plus affectées par des conflits et par la criminalité. Le choix s'est porté sur le district de la capitale nationale et sur les Highlands du Sud. En effet, les rares données criminelles objectives ne laissent planer aucun doute quant au fait que les centres urbains de Port Moresby et Lae mais aussi les provinces des Highlands sont gravement affectés par la violence armée⁵.

Au total, 292 sondages de ménages ont été menés en 12 points du district de la capitale nationale, dans six banlieues – Gerehu, Ensis, Waigani, Gordons, Tokorara et Hohola – et six villages – Vadavada,

Carte 7.2 Sondage effectué dans les Highlands du Sud auprès de ménages faisant état de vols ou d'attaques à main armée, décembre 2004 – mai 2005

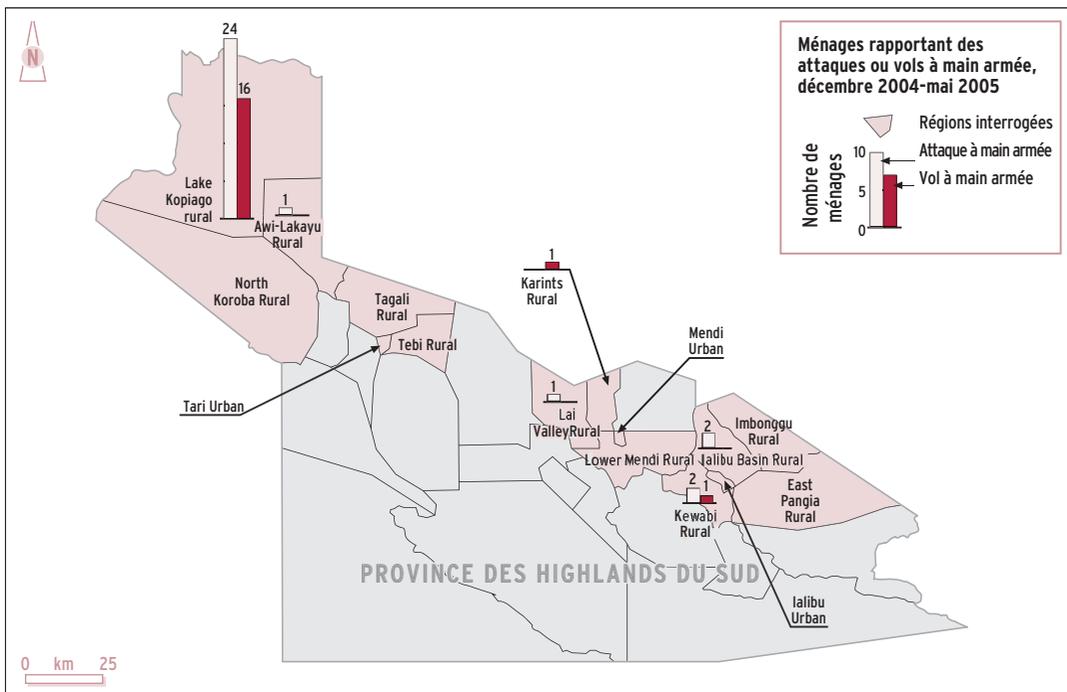
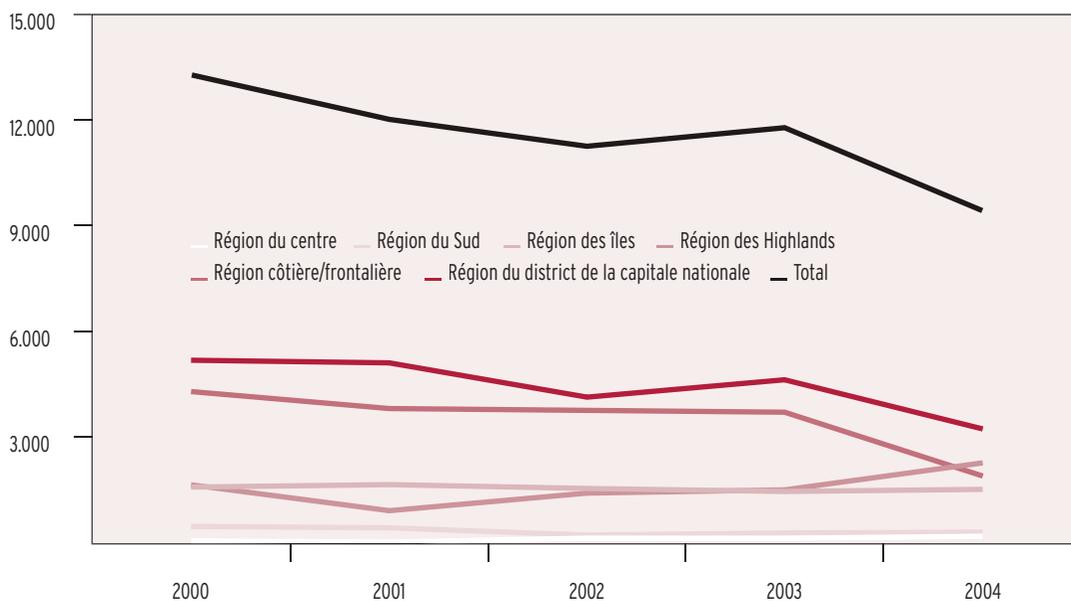


Figure 7.1 Incidents criminels répertoriés, 2000-2004



Sources: Gomez (2005); UNDSS (2005)

Kaugere, Oro, Two-Mile, Morata et Nine-Mile⁶. Dans les Highlands du Sud, quelque 235 enquêtes ont été réalisées auprès de ménages. Des groupes de consultation se sont tenus dans les mêmes régions, soit cinq des huit districts de la province (Ialibu/Pangia, Imbonggu, Koroba/Kopiago, Mendi et Tari) ainsi que dans 15 de ses 30 zones communales (LLG) (cf. carte 7.2).

TENDANCES DE LA VIOLENCE

La situation de l'ordre public en Papouasie Nouvelle-Guinée n'a pas manqué d'attirer l'attention nationale et internationale. Elle est invariablement décrite comme présentant une détérioration, de nombreux commentateurs affirmant que les taux de criminalité ont connu une augmentation constante au cours des 20 à 30 dernières années (Levantis, 1998; Sikani, 2000; Windybank et Manning, 2003). Certes, les médias locaux et internationaux évoquent une violence criminelle endémique, une prolifération incessante des armes légères, et une sécurité à son niveau le plus bas en raison des niveaux de plus en plus élevés de violence armée. Dans le monde entier, les conseils aux voyageurs recommandent aux personnes qui souhaitent se rendre en Papouasie Nouvelle-Guinée de faire preuve à tout moment de la plus grande «prudence» (Australie, 2005, p. 1) ou «vigilance» (Nouvelle-Zélande, 2005, p. 1). Ces conseils tendent également à refléter le fait qu'il soit communément admis que les centres urbains sont en proie à la violence criminelle alors que les provinces principalement rurales des Highlands sont le théâtre de violences ethniques ou tribales. Les résultats de cette évaluation remettent ces lieux communs directement en question.

Les données de surveillance disponibles sous la forme de statistiques criminelles officielles ne corroborent pas l'idée répandue selon laquelle la criminalité n'a jamais été aussi élevée. Elles suggèrent plutôt que la criminalité à Port Moresby et les niveaux régionaux de criminalité connaissent non seulement une diminution, mais aussi que celle-ci se fait sentir depuis 2000.

Il est difficile de déterminer comment interpréter ces chiffres. Officiellement, la criminalité est en baisse, mais la collecte de données, lorsqu'elle a lieu, est limitée, incomplète, notoirement peu fiable et dénote un parti pris certain pour les zones urbaines⁷. Une sous-déclaration et une sous-couverture importantes impliquent qu'à l'heure actuelle, moins de la moitié de l'ensemble des crimes sont répertoriés⁸. Ceci dit, cette enquête et celle du Port Moresby Community Crime Survey de 2004 (NRI, 2005) indiquent que les taux de

Encadré 7.1 Précédentes enquêtes sur la victimisation

Avant l'évaluation réalisée dans ce chapitre, trois études préalables avaient abordé la question de la victimisation et de l'insécurité en Papouasie Nouvelle-Guinée. Toutes trois mettaient l'accent sur les zones urbaines. Elles offrent des possibilités de comparaison avec cette enquête. A titre d'exemple, la Papouasie Nouvelle-Guinée était l'un des 13 pays couverts par l'International Crime Victimization Survey de 1992 (Zvekic et Alvazzi del Frate, 1995), enquête menée par l'Institut interrégional de recherche des Nations unies sur la criminalité et la justice (UNICRI). Cette enquête, qui a interrogé 1.583 personnes en Papouasie Nouvelle-Guinée – dont 597 résidents de Port Moresby –, a révélé que les taux de fréquence de la victimisation liés aux agressions et menaces (10,3%), aux vols (9,8%) et aux incidents sexuels (11,8%) étaient plus élevés que ceux répertoriés dans les douze autres villes interrogées – Dar es Salam, Johannesburg, Le Caire, Tunis, Buenos Aires, Rio de Janeiro, Costa Rica, Pékin, Bombay, Jakarta et Manille.

Contrairement à l'évaluation de l'UNICRI, qui se focalisait particulièrement sur la violence armée, les deux autres études envisageaient aussi bien les crimes violents que non violents. Ce faisant, le Youth and Crime Survey de l'initiative Safer Port Moresby a révélé que 38% des crimes perpétrés à Port Moresby faisaient appel à la violence et que 61% des délinquants utilisaient une arme (PNUD, 2004, p. 52). De même, le Port Moresby Community Crime Survey de 2004 a indiqué que les crimes violents constituaient 46% des incidents de victimisation (NRI, 2005, p. 3)⁹. Il a également révélé que deux tiers des ménages du district de la capitale nationale avaient été victimes d'un crime au cours des douze derniers mois, que 57% des foyers avaient souffert de crimes multiples et 33% de récidives et qu'un ménage sur huit avait été victime d'un crime à au moins dix reprises.

déclaration à Port Moresby sont sensiblement les mêmes qu'il y a environ dix ans (Zvekic et Alvazzi del Frate, 1995), suggérant ainsi que la criminalité dans le district de la capitale nationale pourrait effectivement connaître une diminution ou du moins une phase de stabilisation. Les participants aux deux enquêtes sont d'accord sur ce point.

La situation dans les Highlands présente bien moins d'ambiguïtés. Contrairement aux tendances nationales de la criminalité mentionnées plus haut, le nombre de crimes répertoriés dans les Highlands n'a jamais atteint un seuil aussi élevé, et cela en dépit du fait que seule une fraction des crimes perpétrés dans les Highlands est réellement répertoriée. Pour ne citer qu'un exemple parmi bien d'autres, l'administrateur de la région occidentale des Highlands du Sud a révélé que plus de 200 décès liés à des conflits sont survenus dans le district de Tari rien qu'en 2003-2004 (Phillip Moya, cité dans Lewis, à venir). Le récapitulatif des incidents criminels nationaux de 2004 (annexe 1) n'enregistre pourtant que 38 meurtres pour l'ensemble de la province.

En dépit des limitations inhérentes aux données sur la criminalité pour la Papouasie Nouvelle-Guinée, nous sommes en mesure d'établir des comparaisons transfrontalières sommaires. A titre d'exemple, 97 meurtres (33 pour 100.000) ont été rapportés en 2004 dans le district de la capitale nationale (cf. annexe 1). En revanche, avec une population de 324.000 habitants – comparable à celle du district de la capitale nationale –, le territoire de la capitale australienne (ACT) n'a enregistré aucun meurtre en 2004 (ABS, 2005)¹⁰. Si 862 vols à main armée (soit 294 pour 100.000) ont été rapportés dans le district de la capitale nationale, le territoire de la capitale australienne n'a quant à lui été le théâtre que de 106 vols à main armée, soit 33 pour 100.000 (ABS, 2005).

VIOLENCE ET VICTIMISATION

Loin d'être généralisée et prolifique dans tout le pays, la violence armée en Papouasie Nouvelle-Guinée s'avère fort ciblée, tant géographiquement que démographiquement. La présente évaluation a par exemple permis de découvrir que les villages du district de la capitale nationale et la région occidentale Hela des Highlands du Sud (représentée par les districts de Kopiago et de Tari) sont démesurément affectés par la violence armée. Dans le district de la capitale nationale, l'évaluation a déterminé que 60 à 65% des types de violence les plus répandus – violence domestique, combats entre groupes, vols et attaques à main armée – se produisent dans les villages¹¹. Sikani (2000, p. 41) précise que les délinquants sont eux aussi représentés de façon disproportionnée dans les villages – où ils ont représenté 90% des arrestations effectuées par la police entre 1996 et 1998. Le Port Moresby Community Crime Survey a lui aussi corroboré le fait que les villages sont affectés par la criminalité de façon disproportionnée (NRI, 2005).

Tableau 7.1 Types de violence et taux de victimisation rapportés dans les SHP et le NCD, décembre 2004 - mai 2005

Type de violence	% de ménages de SHP victimisés	% de ménages du NCD
Violence domestique	26	18
Combats entre groupes	17	18
Attaque à main armée	13	12
Vol à main armée	8	15
Menaces/Intimidation/Extorsion	6	9
Tentative de meurtre	9	3
Agression sexuelle/viol	8	3
Meurtre	5	1
Enlèvement	0.5	1

Remarque: Pour les besoins de cette étude, les ménages victimisés sont ceux dont un ou plusieurs membres ont déclaré avoir été victimes des crimes violents mentionnés.

La violence armée a beau être concentrée parmi certains groupes dans des régions spécifiques, cette évaluation n'en a pas moins également déterminé que les taux globaux de victimisation des ménages dans le district de la capitale nationale et les Highlands du Sud sont plus élevés que ceux enregistrés précédemment. Deux facteurs expliquent ce phénomène: la collecte de données officielles en Papouasie Nouvelle-Guinée est des plus sommaires, comme c'est le cas dans d'autres pays en développement, et les rares évaluations effectuées à ce jour ont fait appel aux outils de diagnostic multisources utilisés par le Small Arms Survey pour cette étude. Ces résultats ont des implications aussi bien pour les chercheurs que pour les décideurs politiques. Ils les avertissent du fait que les données officielles devraient toujours faire l'objet d'une analyse prudente, dans la mesure où elles ne refléteront pas toujours avec précision les tendances de la violence ou les taux de victimisation.

Le tableau 7.1 fournit une typologie de la violence et des taux de victimisation comparatifs répertoriés dans les deux régions visées par l'enquête. Il indique que la violence domestique constitue le principal type de victimisation et le premier facteur d'insécurité dans les deux régions mais il illustre également le rôle de catalyseurs de l'insécurité que jouent les conflits sociaux et la criminalité armée.

Il est important d'examiner en détail ces tendances de la victimisation. Des enquêtes ont révélé que 50% des ménages du district de la capitale nationale et 51% des foyers des Highlands du Sud ont été victimes d'un crime violent au cours des six mois précédant mai 2005. De surcroît, plus d'un quart de tous les ménages (26% dans le district de la capitale nationale et 28% dans les Highlands du Sud) ont fait l'objet d'une victimisation à plus d'une reprise.

L'enquête a également révélé que quatre cas de victimisation sur cinq (80%) impliquaient l'utilisation d'une arme, bien qu'il ne s'agisse pas nécessairement d'une arme à feu. Parmi les incidents de victimisation qui ont impliqué des armes, la préférence est allée vers les armes blanches et les armes à feu. Parmi les personnes interrogées, 27% de tous les ménages des Highlands du Sud et 28% de tous les foyers du district de la capitale nationale ont mentionné une certaine forme de victimisation impliquant l'usage d'une hache ou d'une machette au cours des six mois précédents, tandis que 23% des ménages des Highlands du Sud et 19% des foyers du district de la capitale nationale ont fait état d'une certaine forme de victimisation impliquant l'utilisation d'une arme à feu. Ces résultats suggèrent que les initiatives de prévention de la violence qui mettent uniquement l'accent sur les armes à feu (par exemple, les programmes de collecte ou de rachat) n'ont pas bien cerné la situation globale en Papouasie Nouvelle-Guinée.



Le chef d'un redoutable gang raskol exhibe une blessure par balle et des cicatrices de bataille dans un bidonville de Port Moresby, juillet 2004. © Torsten Blackwood/AFP/Getty Images

Les données de l'enquête réalisée auprès des ménages à propos du type de victimisation sont confirmées par des données hospitalières et épidémiologiques fournies par divers hôpitaux et cliniques. Ces données permettent plus particulièrement aux chercheurs de déterminer le rôle des armes à feu dans la victimisation par rapport aux autres armes. A titre d'exemple, des rapports et des dossiers de patients hospitalisés dans les hôpitaux de Mendi et Tari (Highlands du Sud) confirment que la victimisation impliquant des haches et des machettes se caractérise par un nombre sensiblement plus élevé d'admissions avec trauma que la victimisation impliquant des armes à feu : à l'hôpital de Mendi, des blessures par balle et à l'arme blanche ont respectivement constitué 12 et 41% de toutes les admissions de patients (Embiap, 2005), tandis qu'à l'hôpital de Tari, elles ont constitué respectivement 12 et 25% de tous les cas sérieux de trauma¹².

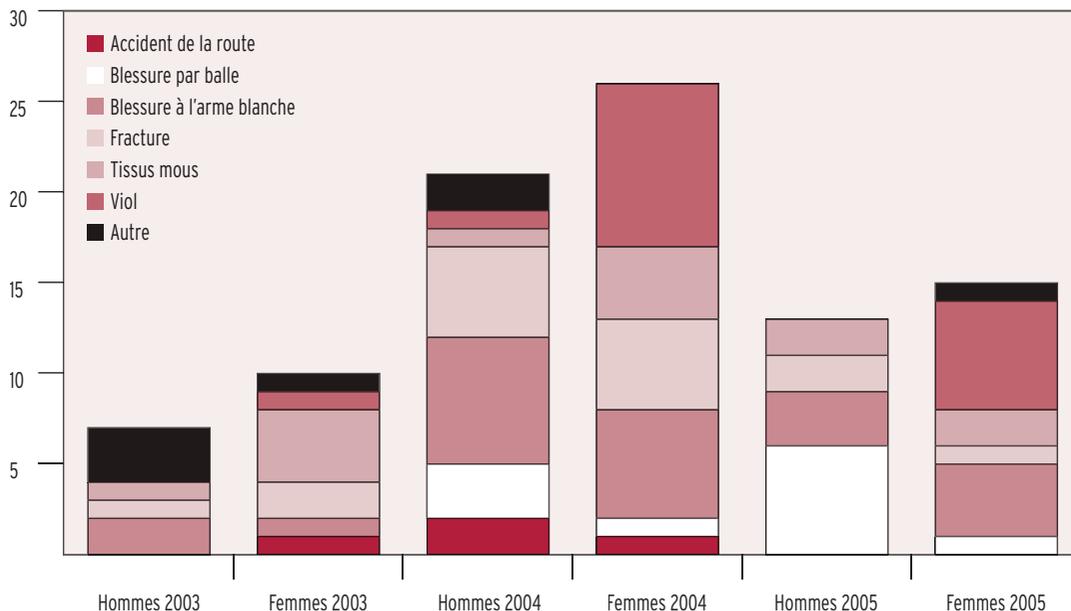
Si l'usage de haches et de machettes donne lieu à un nombre bien plus élevé d'admissions pour trauma, les traumatismes liés à l'utilisation d'armes à feu sont néanmoins plus susceptibles d'avoir une issue fatale. En effet, si 82% des blessures par balles traitées à l'hôpital de Tari entre 2003 et 2005 se sont avérées fatales, seules 30% des blessures par hache ou machette ont eu un résultat similaire. Les données de l'hôpital de Tari ont également révélé que les hommes sont disproportionnellement affectés par des blessures par balle – représentant plus de 80% de tous les cas de blessures externes. Cette tendance n'était pas présente dans le cas de blessures par hache ou machette. Les données de l'hôpital de Mendi ont révélé un schéma similaire, même si les femmes constituaient une proportion plus importante d'admissions pour des traumatismes liés à la violence. En effet, si les femmes représentaient 47% de toutes les admissions pour trauma à l'hôpital de Mendi entre mai 2004 et mai 2005, elles constituaient quelque 54% de l'ensemble des admissions liées à des violences (Embiap, 2005, p. 4).

Violence domestique et familiale

Comme nous l'avons noté plus haut, la violence domestique et familiale, notamment entre co-épouses, est devenue la principale cause de victimisation et d'insécurité, comme le révèle l'enquête dans les deux régions. Pour être plus précis, la violence domestique et familiale aurait touché respectivement 18 et 26% de tous les ménages du district de la capitale nationale et des Highlands du Sud au cours des six mois précédant l'enquête. Si les participants à l'enquête et aux groupes de consultations semblaient prêts à aborder en toute franchise la question de la violence, nous n'en supposons pas moins que les taux de victimisation ont plus que probablement fait l'objet d'une sous-déclaration. Des examens qualitatifs ultérieurs ont en effet indiqué que seuls les cas les plus sérieux – ceux qui se soldaient par une blessure ou un trauma quelconque – étaient rapportés. Cela n'a rien de vraiment surprenant. Des recherches entreprises en 1983-84 par la commission de réforme législative du pays (PNG LRC) ont révélé qu'un à deux tiers des hommes de Papouasie Nouvelle-Guinée, 95% des hommes dans les Highlands et 57% des femmes rurales jugeaient

Figure 7.2 **Récapitulatif des rapports de traumas à l'hôpital de Tari, 2003-2005**

NOMBRE DE RAPPORTS



Remarque: Les chiffres de 2005 couvrent la période de janvier à la mi-mai.

acceptable que les maris battent leurs femmes (Ranck et Toft, 1986, p. 24; Bradley, 1988). Cette évaluation a également noté que dans certaines régions de Papouasie Nouvelle-Guinée, les affaires de violence domestique ne passent devant le tribunal du village qu'en cas de trauma évident, comme par exemple des os brisés.

Elle a aussi révélé que la violence domestique est susceptible d'impliquer l'utilisation d'armes. Parmi ces ménages qui rapportent une violence domestique, ils sont 63% dans les Highlands du Sud et 77% dans le district de la capitale nationale à avoir mentionné l'utilisation d'une arme telle qu'une arme à feu, une machette, un instrument contondant, le feu ou encore un métal brûlant.

Non seulement ces résultats confirment-ils ceux de l'enquête PNG LRC (1992) sur la violence domestique, qui a indiqué des niveaux significatifs de victimisation impliquant l'utilisation d'armes¹³, mais ils ont également révélé des niveaux sans cesse croissants de violence domestique et familiale grave – phénomène auquel les communautés politiques, de défense et de recherche devront s'attaquer plus sérieusement à l'avenir.

Il semblerait que la violence domestique ne soit pas répartie également à travers tous les ménages et régions. Dans le district de la capitale nationale, par exemple, une plus grande proportion des ménages touchés se situait dans les villages. L'évaluation a également permis d'établir un lien entre la province ou région d'origine des ménages du district de la capitale du centre et la probabilité qu'ils se trouvent affectés par la violence domestique. Il a été déterminé plus particulièrement que 24% des ménages originaires des provinces des Highlands ou du Golfe et 23% des ménages issus des provinces du centre étaient victimes de la violence domestique. En revanche, aucun ménage originaire de Momase ou des îles n'a fait état de violences domestiques.

Combats entre groupes

Les combats entre groupes sont aussi apparus comme un important facteur d'insécurité, à la fois dans le district de la capitale nationale et dans les Highlands du Sud. Dans cette province, cette découverte n'avait rien de particulièrement surprenant étant donné l'attention suscitée par les luttes tribales.



Une victime de la violence domestique montre sa blessure à la tête pansée dans un refuge pour femmes de Port Moresby en octobre 2005. © David Gray/Reuters

La fréquence des combats entre groupes à Port Moresby constitue toutefois une nouvelle tendance préoccupante. L'évaluation a déterminé qu'au cours des six mois précédant l'enquête, 18% des ménages interrogés dans le district de la capitale nationale avaient été victimes de combats entre groupes, 27% comptaient une personne impliquée en tant que combattant dans des luttes entre groupes et 15% comprenaient une

personne qui avait dû changer de résidence en raison de combats entre groupes.

L'évaluation a en outre révélé que 65% des ménages victimisés et 75% des ménages qui comptaient un combattant ou une personne ayant changé de résidence en raison de combats entre groupes étaient situés dans les villages.

Ces résultats réclament un complément d'enquête, surtout dans la mesure où, en Papouasie Nouvelle-Guinée, les luttes «tribales» ou entre groupes tendent à être considérées comme un problème propre aux Highlands. Il convient dès lors de se demander si les ménages victimes des combats entre groupes étaient en majorité originaires des Highlands. Étonnamment, la réponse est «non», même s'il n'en demeure pas moins qu'une proportion significative de ménages originaires des Highlands a été affectée. Plus important encore, l'évaluation a également déterminé que près d'un tiers des ménages victimisés, un tiers des ménages avec des combattants, et plus de la moitié de tous les ménages dont un membre avait dû changer de résidence en raison de combats entre groupes étaient originaires de la province du centre. Elle a également révélé que des ménages originaires des provinces du Centre, du Golfe et des Highlands étaient tous affectés de façon disproportionnée par les combats entre groupes et qu'ils y étaient impliqués, à un point tel qu'environ un tiers de tous les ménages de ces provinces déclarait avoir été touché par des combats entre groupes (cf. tableau 7.2). En revanche, seuls 13% des ménages des 12 autres provinces étaient affectés de façon similaire. En d'autres termes, les luttes tribales ou entre groupes ne constituent donc pas un problème propre aux Highlands.

Tableau 7.2 Ménages du NCD affectés par les combats entre groupes par province d'origine, décembre 2004 - mai 2005

Province(s) d'origine	% de tous les ménages du sondage dans le NCD	% de ménages du NCD de provinces spécifiques avec des combattants*	% de tous les ménages victimisés du NCD	% de tous les ménages victimisés du NCD de provinces spécifiques avec des combattants	% des ménages du NCD ayant changé de résidence à cause de combats entre groupes
Centre	27	34	29	34	53
Golfe	22	33	29	26	14
Highlands	26	29	29	28	28
Autres	25	13	13	12	5

* Les pourcentages indiqués ici sont les pourcentages de ménages d'une province particulière ou d'un groupe de provinces, dont un membre avait été un combattant au cours des six mois précédant l'enquête, par exemple le pourcentage de ménages originaires de la province du Golfe qui comptaient un combattant. Dans ce cas-ci, l'enquête indiquait 63 ménages originaires de la province du Golfe. Sur ces 63 ménages, 21 (soit 33%) ont déclaré qu'un de leurs membres avait été impliqué comme combattant dans des luttes entre groupes.

Curieusement, les combats entre groupes semblent désormais moins prolifiques dans les Highlands du Sud que dans le district de la capitale nationale. Pour être plus précis, au cours des six mois précédant l'enquête, 17% des ménages des Highlands du Sud ont déclaré avoir été victimes de combats entre groupes, 24% comptaient un membre impliqué comme combattant dans les luttes entre groupes et 11% comprenaient une personne qui avait dû changer de résidence en raison de combats entre groupes. Dans le cas de cette province, l'évaluation a révélé que la majorité des ménages affectés par les combats entre groupes et qui s'y impliquaient étaient regroupés dans la zone occidentale de la province.

Attaques et vols à main armée

Les attaques et vols à main armée constituaient la forme suivante de victimisation la plus couramment subie dans les Highlands du Sud et le district de la capitale nationale. Dans les Highlands du Sud, les ménages interrogés ont déclaré qu'au cours des six mois précédant mai 2005, 13% avaient été victimes d'une attaque à main armée et 8% d'un vol à main armée. Dans le district de la capitale nationale, en revanche, 12% des ménages avaient été victimes d'une attaque à main armée et 15% d'un vol à main armée. Dans les deux cas, les événements de victimisation étaient regroupés dans des zones géographiques spécifiques. Dans les Highlands du Sud, quatre événements mentionnés sur cinq se sont produits dans la région de Hela, tandis que dans le district de la capitale nationale, trois événements sur cinq se sont déroulés dans les villages.

Meurtres et tentatives de meurtre

Les ménages confrontés à un meurtre ou une tentative de meurtre étaient eux aussi concentrés dans certaines zones. Dans les Highlands du Sud, au moins quatre événements de victimisation sur cinq se sont produits dans l'ouest de la province. De façon alarmante, 13% des ménages de la région de Hela ont fait état d'une tentative de meurtre au cours des six mois précédant l'enquête et 7% ont rapporté un vrai meurtre. Ces chiffres sont à comparer avec des pourcentages respectifs de tout juste 3 et 1% des ménages dans l'est de la province. Dans le district de la capitale nationale, les taux globaux de victimisation étaient similaires à ceux rencontrés dans l'est de la province des Highlands du Sud. Là encore, les incidents étaient regroupés dans des zones particulières: tous les ménages déclarant un meurtre et près des trois quarts ayant fait état d'une tentative de meurtre étaient situés dans des villages du district de la capitale nationale.

Agressions sexuelles et viols

Les agressions sexuelles et viols perpétrés dans le district de la capitale nationale et dans les Highlands du Sud impliquent généralement l'utilisation d'armes et notamment d'armes à feu.

Les agressions sexuelles et les viols demeurent une importante source d'inquiétude en Papouasie Nouvelle-Guinée. Plus de 8% des ménages interrogés dans les Highlands du Sud et 3% dans le district de la capitale nationale ont déclaré qu'un de leurs membres avait été victime d'un viol ou d'une agression sexuelle au cours des six mois précédant mai 2005. Dans les deux cas, les événements de victimisation rapportés étaient regroupés géographiquement – 89% des incidents déclarés dans les Highlands du Sud se sont produits dans la région de Hela, tandis que 60% des ménages victimisés dans le district de la capitale nationale étaient situés dans les villages. Fait alarmant, l'enquête a également révélé que dans les Highlands du Sud et le district de la capitale nationale, les viols et agressions sexuelles impliquent généralement l'utilisation d'armes, particulièrement des armes à feu et des machettes. A une exception près, il en a été ainsi dans tous les cas mentionnés dans cette enquête, qui a également révélé qu'une grande majorité des viols rapportés se produisent dans le village et bien souvent au domicile et que, la plupart du temps, le ou les assaillants sont connus de la victime.

Si l'enquête n'a pas permis de récolter des données à propos de l'âge ou du sexe des victimes, ou encore des détails quant au contexte dans lequel s'est produit chaque agression, les chercheurs ont été en mesure d'obtenir certaines données supplémentaires auprès des hôpitaux de Tari et Kainantu. Ces données indiquent que les jeunes filles sont affectées de façon disproportionnée. Le profil des victimes est un facteur essentiel lorsque l'on envisage d'éventuelles stratégies d'intervention. Prise dans leur ensemble, les données de Tari et de Kainantu suggèrent que les trois quarts des victimes de viols et d'agressions sexuelles ont moins de 20 ans. L'échantillon de Tari, beaucoup plus réduit, indique que sur cinq victimes, quatre avaient 15 ans ou moins et que 35% avaient moins de cinq ans. Dans l'échantillon de Kainantu, 30% des victimes de viol avaient 10 ans ou moins et 45% avaient entre 11 et 20 ans. A titre de comparaison, un sondage

entrepris par Riley, Wohlfahrt et Carrad (1985), cité dans le rapport PNG LRC (1992, p. 15), a révélé que les fillettes entre 11 et 15 ans, entre 8 et 11 ans et de moins de 8 ans représentaient respectivement 22, 13 et 12% – soit un peu moins de la moitié – de tous les viols et agressions sexuelles déclarés à l'hôpital général de Port Moresby au premier trimestre de 1985. Il semblerait donc que les jeunes filles et les fillettes constituent un pourcentage plus élevé des victimes de viols qu'il y a 20 ans.

Lieux propices à la violence

L'enquête a également exploré les différents points de vue de la communauté au sujet des armes et de la prédominance des armes à feu (DEMANDE) afin de déterminer le rôle joué par les armes à feu dans la violence armée et la victimisation. Elle a révélé que la demande d'armes à feu est forte aussi bien dans le district de la capitale nationale que dans les Highlands du Sud – plus de 40% de toutes les personnes interrogées ont indiqué que des armes à feu leurs confèrent un sentiment de sécurité tandis que 41 et 34% des personnes interrogées respectivement dans le district de la capitale nationale et dans les Highlands du Sud ont déclaré qu'ils feraient l'acquisition d'une arme de ce type s'ils le pouvaient. Bon nombre d'entre eux possèdent déjà des armes à feu, affirmant les détenir notamment dans un but d'autoprotection mais aussi pour affirmer leur position ou s'assurer du règlement d'indemnités.

VIOLENCE LIÉE AUX ARMES À FEU

L'enquête a également exploré les différents points de vue de la communauté au sujet des armes et de la prédominance des armes à feu (DEMANDE) afin de déterminer le rôle joué par les armes à feu dans la violence armée et la victimisation. Elle a révélé que la demande d'armes à feu est forte aussi bien dans le district de la capitale nationale que dans les Highlands du Sud – plus de 40% de toutes les personnes interrogées ont indiqué que des armes à feu leurs confèrent un sentiment de sécurité tandis que 41 et 34% des personnes interrogées respectivement dans le district de la capitale nationale et dans les Highlands du Sud ont déclaré qu'ils feraient l'acquisition d'une arme de ce type s'ils le pouvaient. Bon nombre d'entre eux possèdent déjà des armes à feu, affirmant les détenir notamment dans un but d'autoprotection mais aussi pour affirmer leur position ou s'assurer du règlement d'indemnités.

Tableau 7.3 Types d'armes à feu et fréquence d'apparition, décembre 2004 - mai 2005

Type d'arme à feu	% de ménages de SHP qui en ont vu	% de ménages du NCD qui en ont vu
Fusil de chasse artisanal	66	66
Fusil de chasse manufacturé	29	28
Pistolet	13	28
Fusil de chasse à pompe	9	17
M16/AR-15	14	16
Carabine à répétition	8	8
.303	8	4
.22	7	8
Grenade à main	3	8
Mitrailleuse (M-60/.50)	4	2

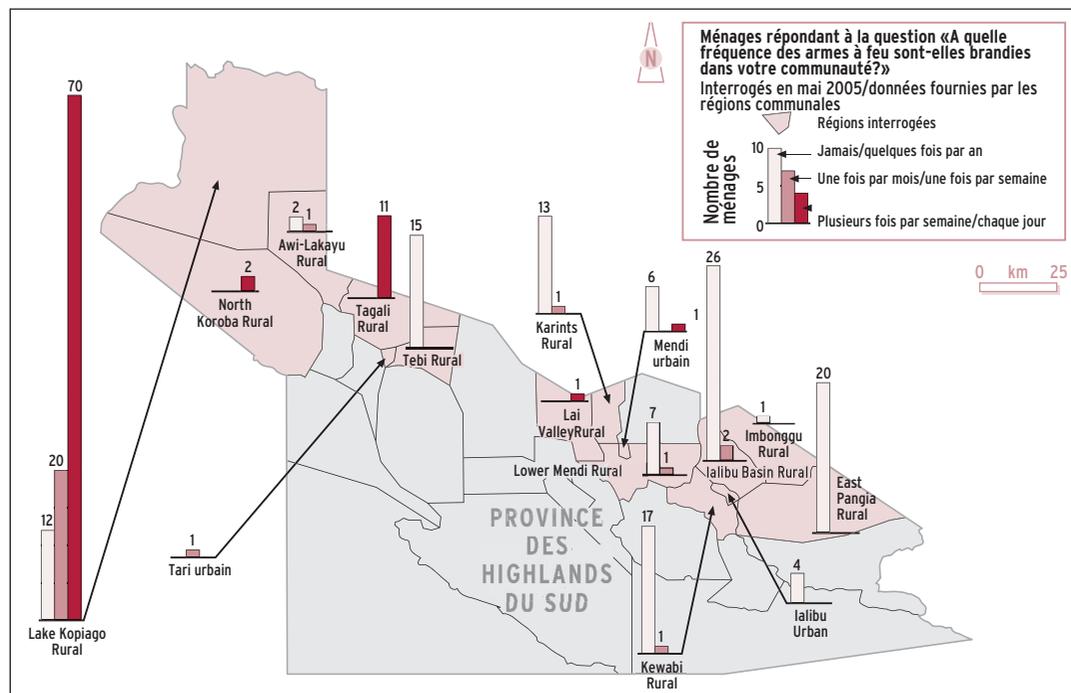
Remarque: Si l'on considère que la fréquence à laquelle des armes à feu spécifiques sont vues dénote la popularité de ces armes, il convient toutefois de noter que plusieurs personnes pourraient en réalité avoir vu la même arme. Il n'est dès lors pas possible d'estimer le nombre total d'armes à feu en se basant uniquement sur les observations déclarées. A titre d'exemple, si dix personnes interrogées dans les Highlands du Sud ont déclaré avoir vu une mitrailleuse, un complément d'enquête a permis de déterminer qu'en réalité seules quatre mitrailleuses avaient été aperçues.

Les perceptions liées à la fréquence d'apparition des armes à feu varient toutefois d'une région à l'autre, voire même d'une zone d'une région à l'autre. A titre d'exemple, dans les Highlands du Sud, la moitié des personnes interrogées avaient l'impression que le nombre de propriétaires d'armes à feu était en augmentation, tandis que 45% avaient le sentiment que le nombre d'armes à feu était stationnaire. Dans l'ensemble, ce sont des résidents de l'ouest de la province qui avaient l'impression d'assister à une augmentation du nombre d'armes à feu. En revanche, seules 21% des personnes interrogées dans le district de la capitale nationale avaient cette même impression. Environ la moitié d'entre elles avait le sentiment que le nombre d'armes à feu était stationnaire et près d'un tiers avaient même l'impression que ce nombre diminuait. Le tableau 7.3 illustre les types d'armes à feu observées ainsi que la proportion de personnes interrogées affirmant avoir observé une arme à feu particulière au cours des six mois précédant l'enquête.

Comme le suggère le tableau 7.3, il existe des variations dans les types d'armes et la fréquence à laquelle elles sont observées dans les différentes régions de Papouasie Nouvelle-Guinée. A titre d'exemple, si le nombre de fusils de chasse artisanaux, de fusils de chasse manufacturés, de M16 et d'AR-15, de carabines à répétition et de fusils de calibre .22 déclarés était remarquablement semblable dans les Highlands du Sud et le district de la capitale nationale, il existait des différences au niveau des fusils de chasse à pompe, des pistolets et des grenades à main – autant d'armes deux fois plus susceptibles d'être observées à Port Moresby. Des différences existaient également quant aux types d'armes observés dans différentes parties des Highlands du Sud (cf. carte 7.3). Les personnes interrogées dans la région de Hela déclaraient par exemple avoir surtout vu des fusils de chasse artisanaux, des fusils de chasse manufacturés à un coup et, dans une moindre mesure, des fusils de chasse à pompe et affirmaient en avoir vu au moins cinq fois plus souvent qu'un M16 ou un AR-15. A l'est toutefois, où les habitants déclaraient ne voir des armes à feu que de façon relativement sporadique, de puissants fusils d'assaut tels que des M16 et des AR-15 ou encore des carabines à répétition représentaient une proportion plus importante de toutes les armes vues. Bien que les observations d'armes à feu diffèrent d'une région à l'autre dans les Highlands du Sud, aucune variation de ce type ne pouvait être observée dans le district de la capitale nationale.

Un autre indicateur de la prédominance des armes à feu et/ou de leur attrait est leur prix sur le marché. D'une manière prévisible, plus une arme à feu est recherchée et plus son prix est élevé. Le tableau 7.4

Carte 7.3 Fréquence d'apparition d'armes à feu dans les communautés de SHP, décembre 2004 - mai 2005





Des policiers de Port Moresby brandissent des armes artisanales utilisées lors de vols à main armée en octobre 2005. © David Gray/Reuters

établit la liste des prix des armes à feu répertoriées par type à la mi-2005. Pour certains types d'armes à feu, les prix variaient de manière évidente d'un district à l'autre dans les Highlands du Sud. Les prix variaient également au sein des villages et banlieues du district de la capitale nationale, même s'ils ne présentaient pas de différences significatives entre les villages et les banlieues.

Il est également vite apparu que d'autres formes de « devise » – particulièrement des femmes et de la marijuana cultivée localement – sont également utilisées pour acquérir des armes à feu et des biens de consommation divers dans les régions éloignées des Highlands du Sud, où l'argent liquide est rare et les occasions d'en gagner peu nombreuses¹⁴.

Plus inquiétant encore, l'enquête a aussi révélé que les stocks de munitions, que l'on pensait limités auparavant (Alpers, 2005), sont en réalité relativement abondants et que les prix diminuent rapidement,

Tableau 7.4 Types d'armes à feu et leurs prix sur le marché (PGK*) dans les SHP et NCD par district, décembre 2004 - mai 2005

Type d'arme	Amplitude SHP	Moyenne SHP	Moyenne district Kopiago (SHP)	Moyenne district Tari (SHP)	Moyenne district Mendi (SHP)	Moyenne districts Ialibu/Pangia et Imbonggu	Amplitude NCD	Moyenne NCD
Fusil de chasse artisanal	100-500	157	145	157	234	178	100-800	309
Fusil de chasse artisanal #2**	700-1.500	983	983	-	-	-	-	-
Fusil de chasse manufacturé	400-5.000	1.043	-	558	2.667	1.329	200-6.000	2.105
Fusil de chasse à pompe	1.500-10.000	4.344	-	5.200	4.250	3.785	1.500-14.000	6.393
M16/AR-15	4.000-15.000	8.045	-	6.750	10.750	8.715	4.500-20.000	8.365
Carab. à répét.	5.000-14.000	9.438	-	8.125	11.000	10.667	8.000-20.000	13.295
Pistolet	200-3.000	1.025	-	1.120	500	1.033	1.000-7.000	2.720
Grenade à main	1.000-1.800	1.267	-	-	1.000	1.400	400-2.000	800
Mitrailleuse	20.000-40.000	27.500	-	-	40.000	25.000	12.000-30.000	23.625

* 100 PGK valent environ 33 USD.

** Il s'agit là d'une innovation récente: des fusils de chasse artisanaux à verrou spécialement conçus pour accepter des munitions de 5,56 x 45 mm, les moins chères et les plus fréquemment disponibles à l'extrémité occidentale des Highlands du Sud.

Tableau 7.5 Types de munitions et leurs prix habituels sur le marché (PGK*) par district, décembre 2004 - mai 2005

Type de munition	District de Kopiago (SHP)	District de Tari (SHP)	District de Mendi (SHP)	Districts de Ialibu, Pangia et Imbonggu (SHP)	NCD
5,56 x 45 mm	5-12 (7)	5-12 (8)	15-20 (18)	30 (30)	10-50 (25)
7,62 x 51 mm	-	8-14 (11)	20-25 (23)	30 (30)	10-50 (25)
Cartouche de fusil de chasse de calibre 12	10-12 (11)	10-20 (12)	12-25 (19)	5-10 (6)	3-20 (9)

Remarque: Le prix moyen est donné entre parenthèses.

* 100 PGK valent environ 33 USD.

surtout dans la région de Hela, où de nouvelles filières d'approvisionnement ont vu le jour. Le tableau 7.5 répertorie les trois principaux types de munitions ainsi que leurs prix sur le marché noir à la mi-2005.

Ironiquement, à mesure que de nouvelles routes commerciales englobant la région de Hela apparaissent dans l'ouest de la région, permettant ainsi aux munitions standard (5,56 x 45 mm et 7,62 x 51 mm) de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) de circuler plus librement sur le marché noir, les cartouches pour fusils de chasse sont devenues de plus en plus difficiles à trouver comparativement à d'autres types de munitions. Cette différence de prix a suscité certaines pratiques complètement innovantes, notamment la production d'armes à feu artisanales plus sophistiquées – des armes qui acceptent des munitions de 5,56 x 45 mm et des versions qui fonctionnent comme des fusils à verrou traditionnels – ainsi que la production de munitions modifiées, qui adaptent les munitions standard de l'OTAN dans des cartouches usagées de fusils de chasse, pour les utiliser dans des pistolets et fusils de chasse artisanaux. Collectivement, ces innovations représentent des catalyseurs potentiels d'une violence accrue dans un futur proche.

CAUSES DE LA VIOLENCE ARMÉE ET RÉPONSES POSSIBLES

Cette enquête et d'autres études réalisées par le passé ont indiqué qu'il n'existe pas de cause unique de la violence armée en Papouasie Nouvelle-Guinée. Des analyses microéconomiques de la criminalité urbaine dans ce pays ont globalement déterminé que la croissance rapide de la population engendre la criminalité, concluant que la jeunesse marginale se trouve entraînée dans la criminalité en raison d'opportunités économiques et d'emploi limitées (Clifford, Morauta et Stuart, 1984; PNUD/OIT, 1993; Dinnen, 2000, p. 70). Criminologue en Papouasie Nouvelle-Guinée, Richard Sikani (1997; 2000) corrobore cette idée, indiquant que la dérive urbaine, le développement d'importants villages de squatters¹⁵, la rupture des valeurs traditionnelles, les opportunités d'emploi limitées pour les jeunes diplômés de l'école secondaire, les inégalités structurelles entre les nantis et les démunis et les contestations liées à la propriété de ressources sont autant de facteurs qui contribuent à la criminalité contemporaine en Papouasie Nouvelle-Guinée. Des rapports anthropologiques ont toutefois démontré que d'autres facteurs tels que le prestige (Goddard, 1992; 1995; Dinnen, 1995; 2000)¹⁶ ou le désir d'échapper aux attentes ou aux exigences des parents (Monsell-Davis, 1993) entrent également en ligne de compte. Ils ont aussi indiqué que «dans bien des sociétés de Papouasie Nouvelle-Guinée, la lutte constitue à la fois un moyen récurrent et légitime d'exprimer ses revendications ou d'obtenir restitution» (Goldman, 2003, p. 2).

S'il existe des différences régionales au niveau de la violence armée, de la victimisation, de la détection illégale d'armes à feu ou encore du prix des munitions, l'évaluation a également révélé que les causes de la violence armée diffèrent d'une région à l'autre. Il est donc très instructif de comparer les régions orientales et occidentales des Highlands du Sud, ainsi que les banlieues et villages du district de la capitale nationale afin de souligner les causes différenciées ainsi que les réponses à la violence armée.

Des jeunes gens des Highlands du Sud brandissent des armes artisanales, mai 2005. © Nicole Haley



Dans l'est des Highlands du Sud, aussi bien les hommes que les femmes ont affirmé qu'il y avait peu d'armes à feu en circulation dans leurs communautés respectives et qu'ils n'étaient guère troublés par la violence armée, excepté au moment des élections nationales et lors de voyages. Ils ont également rapporté que des luttes tribales se produisent rarement, car d'importantes indemnités sont rapidement versées aux parties lésées au sein de la communauté afin d'apaiser toute velléité de combat qui pourrait se manifester. Ils ont plutôt cité la violence domestique et familiale comme la forme de violence la plus répandue et problématique dans leurs communautés. Les femmes ont attribué la violence domestique à la polygamie et/ou à la promiscuité, ainsi qu'à l'abus de drogues et d'alcool, tandis que les hommes ont répertorié la jalousie, le jeu, l'alcool, la marijuana et l'adultère parmi les éléments déclencheurs. A l'Est, la jalousie et les accusations de sorcellerie sont également apparues comme des causes de violence. La sorcellerie est notamment invoquée pour expliquer des accidents mortels de la route ainsi que d'autres décès accidentels.

Un consensus général s'est également fait jour quant au fait que les dirigeants locaux de l'est des Highlands du Sud sont forts et qu'ils continuent à inspirer le respect. Pour être plus précis, l'impression générale est qu'ils s'attaquent rapidement aux litiges qui surviennent et qu'ils ne ménagent pas leurs efforts pour résoudre les conflits rapidement afin de mettre un terme à toute probabilité de conflit ultérieur. Les personnes interrogées ont également affirmé qu'ils prennent au sérieux les conflits familiaux, intervenant rapidement avant que la famille étendue ne se retrouve impliquée. Ces éléments expliquent que les chercheurs aient discerné un respect considérable pour les pratiques et le droit coutumiers et ce, en dépit d'une détérioration de la confiance envers la police et les systèmes judiciaires. Les communautés de l'Est se disaient notamment prêtes à confier la résolution de leurs conflits aux tribunaux des villages plutôt qu'à s'en charger individuellement.

En dépit de leur volonté et de leur désir de résoudre les litiges paisiblement et sans avoir recours à la violence, les populations de l'est des Highlands du Sud éprouvaient de plus en plus de difficulté à le faire, en raison de l'augmentation des demandes d'indemnités. Ils étaient nombreux à regretter la nature contradictoire des indemnités, précisant que si elles contribuent à la résolution des conflits, elles paralysent également les économies locales. Aussi bien les hommes que les femmes estimaient qu'il conviendrait de prendre des mesures pour limiter les paiements d'indemnités avant qu'elles n'échappent complètement à tout contrôle. Ils ont également remarqué qu'en cas de décès, les demandes d'indemnités sont désormais fréquemment de l'ordre de 40.000-50.000 PGK (13.000-16.000 USD), avec quelques porcs en prime, et peuvent atteindre jusqu'à 100.000 PGK (33.000 USD) en cas d'accident de la route. Pour replacer ces chiffres dans leur contexte, les revenus moyens des districts de Ialibu, Pangia et Imbonggu s'élèvent à moins de 100 PGK (33 USD) par personne et par an (Hanson *et al.*, 2001, p. 93). Dans le district d'Ialibu, les fonctionnaires locaux ont également établi une corrélation entre la faiblesse de l'Etat et ces paiements d'indemnités élevés: «La loi est faible et nous sommes donc dans l'obligation de payer davantage pour maintenir l'ordre.»

Les personnes
interrogées
associent la
polygamie, le jeu et
la marijuana à la
violence armée dans
leur communauté.

Il est également apparu que les indemnités causent des problèmes dans la région de Hela, où l'Etat de droit est relativement faible et où l'autorité locale est remise en question par de jeunes voyous munis d'armes à feu (MASCULINITÉ ET VIOLENCE JUVÉNILE). Dans cette région, les indemnités avaient pris de telles proportions que les gens éprouvaient des difficultés à payer les sommes demandées, augmentant ainsi le potentiel d'une violence renouvelée. Les hommes de Kopiago n'ont laissé planer aucun doute quant au fait que les menaces, l'intimidation et l'extorsion au moyen d'armes à feu constituent les formes de violence les plus virulentes au sein de leur communauté. Ils ont en outre expliqué que les dirigeants locaux avaient été frappés d'impuissance en raison de la prolifération d'armes et que, munis d'armes à feu, les gens sont en mesure d'obtenir le paiement d'indemnités chaque fois plus élevées. A l'évidence, il existe donc des variations entre les capacités respectives des communautés locales à gérer les conflits et à maintenir la paix dans leurs propres régions.

La violence armée constituait une source d'inquiétude particulière pour les habitants de l'est des Highlands du Sud, même si les hommes et les femmes avaient tendance à en envisager les causes premières de façon différente¹⁷. Les femmes par exemple considéraient l'augmentation des dots comme un énorme problème, soulignant que des paiements importants les empêchent de laisser derrière elles un mauvais mariage (car elles n'auraient pas les moyens de rembourser la dot en cas de divorce), leur causant ainsi des souffrances, à elles et à leurs enfants. Les femmes se disaient également très préoccupées par la fréquence toujours plus élevée d'incidents de violence domestique et familiale. Elles estimaient que trois facteurs principaux contribuaient aux problèmes auxquels elles étaient confrontées: la polygamie, le jeu et la marijuana. Elles étaient surtout inquiètes au sujet de la polygamie et de la promiscuité et rattachaient ces deux éléments aux risques d'exposition au SIDA¹⁸.

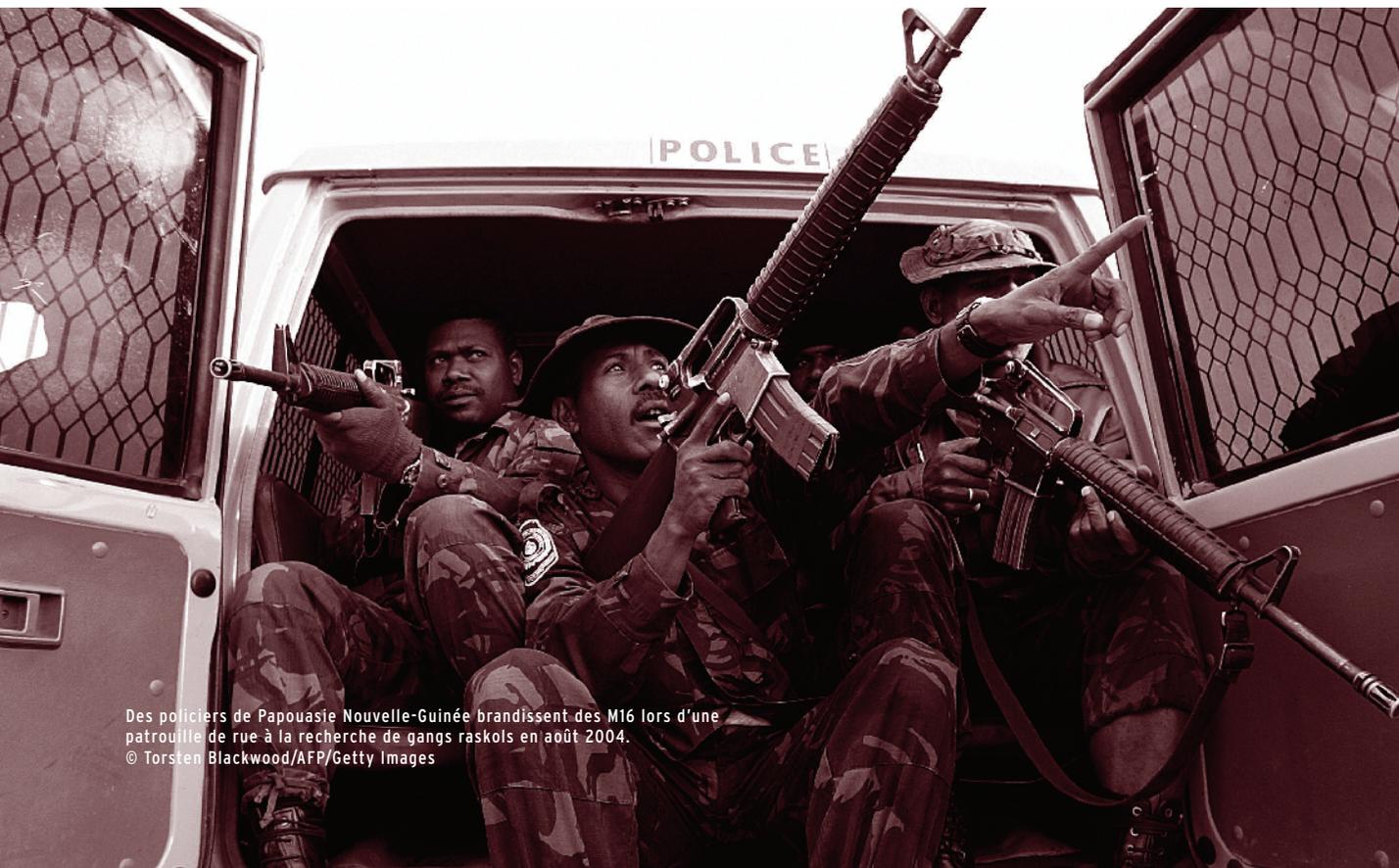
Les hommes ont quant à eux relevé les trois mêmes facteurs mais les ont classés dans l'ordre inverse. Ils avaient le sentiment que la marijuana était la principale cause de violence armée dans leurs communautés. En effet, les chefs de village, les médiateurs locaux et les comités de maintien de la paix n'ont pas cessé de se plaindre là encore du fait que leurs tentatives de maintien de l'ordre public étaient sapées par les «marijuana boys» qui se présentent lors d'affaires portées devant les tribunaux de village pour soutenir l'une ou l'autre des parties impliquées selon le principe «pas d'honoraires sans victoire». C'est pourquoi les dirigeants locaux se sentent désormais obligés de s'armer lors des audiences concernant des litiges. En effet, dans toute la province, mais plus particulièrement dans l'est, les chercheurs ont découvert que la situation de l'ordre public s'est détériorée à un point tel que les «bonnes gens» s'arment «pour leur propre protection». Cette demande semble gagner en importance, ce qui a bien sûr des implications réelles sur un désarmement potentiel (DEMANDE).

Dans les Highlands du Sud, les conflits liés aux ressources sont également apparus comme un facteur clé de l'insécurité et par conséquent comme une raison d'acquérir des armes à feu, surtout dans l'ouest. Il a généralement été convenu que la recrudescence des combats dans les Highlands du Sud a coïncidé avec l'avènement du développement des ressources. On ne peut pas nier que bon nombre des conflits en cours dans

la province sont liés à la répartition des redevances pour le gaz et le pétrole ainsi qu'à l'accès aux bénéfices conférés par le développement des ressources. Le conflit actuel peut également être imputé en grande partie à des échecs de l'Etat: son échec à fournir des services de base, notamment dans les domaines de la santé et l'éducation; l'incapacité à remplir son rôle de médiateur dans des litiges portant sur les terres et les redevances; l'échec à résoudre les problèmes existants en matière d'ordre public; et enfin un manque de responsabilité quant à l'utilisation des fonds générés par le développement des ressources (Haley et May, à venir). Dans l'ensemble des Highlands du Sud, mais plus particulièrement dans la région de Hela, les chercheurs ont régulièrement été confrontés à l'impression que l'argent généré par le développement des ressources n'est pas réinjecté dans les zones rurales, et il s'agit là d'une source perpétuelle de mécontentement.

L'échec de l'Etat à maximiser et à répartir de façon équitable les bénéfices du développement des ressources ou à fournir des services essentiels dans la région de Hela a entraîné des appels à l'établissement d'une province de Hela autonome. Bien des gens suggèrent que si les habitants de cette région continuent à se voir refuser des services publics essentiels et une part plus équitable des bénéfices du développement des ressources, la province des Highlands du Sud se retrouvera dans une situation similaire à celle de Bougainville¹⁹. Il s'agit en tout cas du mantra auquel l'équipe d'évaluation a été confrontée dans la région de Tari.

Nous ne bénéficions d'aucun service public... Nous sommes prêts à nous battre. S'ils n'acceptent pas de nous accorder une province Hela autonome, nous nous battons... Si nous n'obtenons pas notre province, ils peuvent oublier le projet de gazoduc. Il n'y en aura pas... Nous, les hommes et les garçons, nous rassemblons des armes. Si nous n'obtenons pas notre propre province d'ici 2007, nous nous battons. Ce sera pire qu'à Bougainville. Ils n'avaient que quelques armes, nous en avons en quantité – et pas seulement des fusils artisanaux, mais aussi des armes puissantes. Ils avaient un grand nombre de langues, nous n'en avons qu'une. Nous nous battons. Ce sera pire qu'à Bougainville. Bougainville n'a été qu'un petit conflit. Nous sommes prêts à nous battre... Nous sommes 300.000. Le gouvernement devra entendre nos revendications²⁰.



Des policiers de Papouasie Nouvelle-Guinée brandissent des M16 lors d'une patrouille de rue à la recherche de gangs raskols en août 2004.
© Torsten Blackwood/AFP/Getty Images

Il ne fait aucun doute que le problème de la province de Hela constitue une source potentielle de conflit dans les Highlands du Sud. Les gens de la région de Hela s'arment avec l'intention exprimée de provoquer des troubles civils considérables si le gouvernement national choisissait de ne pas répondre à leurs demandes d'établissement d'une province autonome avant les élections de 2007 (Agiru, 2005).

Les problèmes de la région de Hela soulignent également le fait que l'absence de services publics contribue à l'insécurité en ce sens qu'elle engendre notamment une contestation à propos des ressources non étatiques et de l'accès à des fournisseurs de services non gouvernementaux (Haley et May, à venir). Dans les Highlands du Sud, l'incapacité à fournir des services a également contribué à la privatisation des services publics, engendrant ainsi une autre source de conflit. Les personnes qui ne disposent pas d'argent liquide éprouvent bien des difficultés à faire appel au système judiciaire et à trouver des solutions non violentes à leurs problèmes. A ce titre, il ne fait donc aucun doute que les échecs de l'Etat contribuent à la violence armée dans les Highlands du Sud.

A l'instar de leurs homologues des Highlands du Sud, les participants au groupe de consultation du district de la capitale nationale ont été invités à identifier les types et les causes de violence au sein de leurs communautés. Ils ont nommé huit facteurs principaux, notamment le chômage, l'abandon de l'école, l'abus d'alcool, le trafic et l'abus de drogues, les difficultés financières, les problèmes familiaux, le manque d'argent pour payer les frais scolaires et les pressions exercées par autrui. Dans le district de la capitale nationale, le chômage et plus particulièrement le chômage des jeunes, était considéré comme le principal facteur contribuant à la violence. Les difficultés financières ainsi que l'abus d'alcool et/ou de drogue étaient également en grande partie considérés comme les prochains facteurs contribuant à la violence armée. Les participants au groupe de consultation du district de la capitale nationale ont exprimé une inquiétude particulière quant à la disponibilité et à la consommation d'alcools brassés localement, comme cette boisson qu'ils appellent «steam».

En dépit de ces résultats décourageants, les communautés affectées ont convenu qu'il existe un certain nombre d'interventions immédiates et pragmatiques qui pourraient soulager ces problèmes. Ces interventions possibles comprenaient notamment la création d'emplois et de programmes visant à réduire la consommation d'alcool, la mise en place de restrictions en matière de port d'armes, l'imposition d'une présence policière et des forces de l'ordre accrue ou encore une initiative visant à rendre l'éducation obligatoire. Comme dans les Highlands du Sud, les opinions concernant les causes de la violence tendaient à différer en fonction du sexe, et les hommes et les femmes présentaient également des points de vue divergents quant aux méthodes les plus efficaces pour combattre la violence. A titre d'exemple, les femmes du district de la capitale nationale prônaient une interdiction totale au niveau des ventes d'alcool, citant l'alcool comme l'une des principales causes de violence dans leurs communautés. Elles ont également exprimé énergiquement leur volonté d'assister à la réinstauration du *Vagrancy Act* contre le vagabondage et d'interrompre la migration des zones rurales vers les zones urbaines. Les hommes estimaient toutefois que le principal facteur de la violence était le chômage. Plus encore que les femmes, ils avaient le sentiment que la création d'emplois et d'opportunités de génération de revenus conduirait à une réduction de la violence.

Les résidents du district de la capitale nationale ont également fait remarquer que leurs communautés s'impliquent activement dans des tentatives d'amélioration de la situation en matière de sécurité dans leurs régions respectives. Ils étaient nombreux à avoir mis sur pied des groupes communautaires, des initiatives de surveillance de quartier et des comités chargés de maintenir l'ordre et d'arbitrer des conflits de moindre importance. Ces comités de maintien de la paix se montraient particulièrement actifs dans les villages. Si les gens avaient généralement l'impression d'avoir renforcé l'ordre public, ils avaient également le sentiment d'assister à une augmentation des indemnités, avec des réunions de certaines communautés jusqu'à cinq fois par semaine dans des parcs locaux pour résoudre les conflits, discuter de la meilleure façon d'obtenir des fonds d'indemnités ou encore pour s'accorder sur les demandes à imposer à d'autres groupes. Comme cela avait déjà été le cas dans les Highlands du Sud, les personnes interrogées avaient l'impression que les demandes d'indemnités ne cessaient de prendre de l'ampleur, à un point tel que les niveaux d'indemnités actuels étaient considérés comme insoutenables. Les participants à l'enquête avaient également le sentiment que l'augmentation des paiements d'indemnités contribuait à l'instauration de plus grands cycles de châtime et de violence.

Tout effort de mise en œuvre d'un désarmement civil constituera à l'évidence une véritable gageure en Papouasie Nouvelle-Guinée. En dépit des ravages causés par les armes à feu, de l'inquiétude liée à des paiements d'indemnités toujours plus importantes et de la reconnaissance du fait qu'elles constituent un obstacle à leur subsistance et contribuent à l'escalade de la violence, une vaste majorité des personnes interrogées ont déclaré qu'elles ne seraient pas prêtes à renoncer à leurs armes à moins que la situation de l'ordre public ne connaisse une amélioration. Ils rejetaient plus spécifiquement l'idée de rachat d'armes à feu ou de programmes visant à utiliser

La plupart des personnes interrogées ont déclaré refuser de renoncer à leurs armes à feu à moins que la situation de l'ordre public ne connaisse une amélioration.

les armes pour favoriser le développement, arguant que ce type de projet ne pourrait fonctionner qu'à condition que le désarmement s'effectue de manière globale et simultanée. Loin d'être considérées comme faisant partie du problème, les armes à feu étaient considérées par bien des gens comme offrant un certain degré de protection: aussi bien dans les Highlands du Sud que dans le district de la capitale nationale, des personnes interrogées ont ainsi affirmé que leurs armes leur servaient de «protection» et de «garde du corps».

Ceci dit, certains participants à l'enquête dans le district de la capitale nationale avaient toutefois le sentiment que la réduction du nombre d'armes à feu pourrait davantage porter ses fruits si les gens recevaient de l'argent en échange de leurs armes à feu et qu'ils se voyaient offrir un emploi ou d'autres opportunités de gagner de l'argent. Fait important, il a été noté à de nombreuses reprises que l'un des nombreux facteurs motivant l'acquisition d'armes à feu est le besoin de gagner sa vie: parmi les participants au groupe de consultation du district de la capitale nationale, ils sont nombreux à avoir déclaré que des habitants de leurs communautés avaient acheté des armes à feu avec l'objectif avoué de les louer ou de les utiliser pour vivre grâce au crime. Ces déclarations suggèrent que les facteurs économiques contribuent à la prolifération des armes à feu dans le district de la capitale nationale d'une façon inconnue des Highlands du Sud et toute intervention potentielle devra tenir compte de cet élément²¹.

CONCLUSION: ANTICIPATION DE L'AVENIR

Comme le fait fort justement remarquer Dinnen (2004, p. 71), les interventions extérieures doivent «reposer sur une compréhension profonde des complexités politiques et socioéconomiques des pays bénéficiaires». Etant donné la seule étendue de la Papouasie Nouvelle-Guinée continentale, des interventions extérieures à grande échelle du genre de celles entreprises dans les Iles Salomon et sur Bougainville n'ont que peu de chances d'être couronnées de succès ou de s'avérer financièrement viables. De surcroît, le soutien local aux initiatives de remises d'armes à feu ou de réduction du nombre d'armes est encore des plus réduits à ce jour. Il est certain que par le passé les initiatives ont soit échoué soit ont eu tendance à se focaliser principalement sur les armes artisanales. En réalité, en dépit de la popularité dont elles bénéficient parmi les donateurs et les décideurs politiques, les initiatives visant à réduire le nombre d'armes ciblent souvent les mauvaises personnes, tendent à ne connaître qu'un succès limité et peuvent même parfois faire plus de mal que de bien si elles ne tiennent pas suffisamment compte du contexte local (Muggah, 2005, p. 289). A titre d'exemple, la réduction du nombre d'armes à feu en circulation pourrait bien n'avoir qu'un impact limité sur la violence contre les femmes, car comme l'a indiqué cette enquête, les femmes des Highlands du Sud sont cinq fois plus susceptibles d'être admises à l'hôpital à la suite d'une blessure à l'arme blanche plutôt que d'une blessure par balle. Cela ne signifie pas pour autant que les initiatives visant à réduire le nombre d'armes sont condamnées ou qu'elles n'ont aucun mérite, mais simplement qu'il conviendrait de les étudier parmi un plus vaste éventail d'alternatives. En Papouasie Nouvelle-Guinée, les interventions locales à une échelle réduite se sont focalisées sur la réduction de la violence et le soutien apporté au droit coutumier – plutôt que sur une simple collecte d'armes à feu –, une démarche qui devrait très probablement porter ses fruits. Ce phénomène est particulièrement évident dans le district de la capitale nationale, où de nombreuses communautés ont établi des patrouilles chargées de la surveillance des quartiers ainsi que des comités de maintien de la paix qui ont pour mission d'arbitrer des conflits de moindre importance, afin d'améliorer la sécurité dans leurs communautés et de s'en approprier la responsabilité.

En l'absence d'un Etat fort, les groupes de la société civile cherchent à combattre dans leurs propres régions des problèmes de l'ordre public de plus en plus importants. Les associations féminines ou religieuses ainsi que d'autres organisations communautaires, par exemple, ont adopté une position particulièrement active dans le domaine du rétablissement de la paix, de la médiation et de la résolution de conflits (Dinnen et Thompson, 2004, p. 12). Lorsqu'ils ont entrepris cette évaluation, les chercheurs ont rencontré plusieurs initiatives de petite échelle qui ont non seulement été couronnées de succès mais se sont également avérées autonomes. Les chercheurs sont d'avis que de telles initiatives pourraient être reproduites ailleurs et que, ciblé efficacement, le soutien des donateurs ne contribuerait pas seulement à leur développement mais leur permettrait également de gagner en efficacité. Les projets réussis partagent plusieurs caractéristiques essentielles: ils ont été conçus et développés au niveau local, reposant ainsi sur les ressources culturelles et les connaissances locales qu'ils mettent en valeur; ils constituent une source de travail rémunéré pour la jeunesse locale; ils ont rendu les dirigeants locaux plus forts et ils ont amélioré la gouvernance coutumière. Cette dernière caractéristique est particulièrement importante car lorsque les autorités locales sont fortes, l'ordre public peut être maintenu, même en l'absence

Certains résidents de communautés se procurent des armes avec pour seul objectif de les louer pour en tirer un profit.

d'une police gouvernementale et de systèmes judiciaires efficaces. Les différentes situations de sécurité que connaît la province des Highlands du Sud illustrent parfaitement ce phénomène.

Somme toute, ce chapitre conclut que les initiatives de réduction du nombre d'armes, telles que l'amnistie nationale sur les armes à feu recommandée par le comité national de contrôle des armes à feu (NGCC, 2005), n'auront sans doute que des résultats relativement limités dans les régions de Papouasie Nouvelle-Guinée les plus affectées par des conflits, à moins qu'un certain niveau d'ordre public ne soit d'abord rétabli et que des facteurs locaux spécifiques alimentant les demandes soient abordés (DEMANDE). Dans une grande partie des Highlands du Sud et du district de la capitale nationale, ces deux éléments sont intrinsèquement liés. Bon nombre de citoyens responsables, notamment les médiateurs locaux, font l'acquisition d'une arme à des fins de protection et expriment une réticence générale à accepter un quelconque désarmement avant que la situation de l'ordre public ne connaisse une amélioration. En cherchant à réduire la violence dans ces régions, il sera donc important de «penser petit». Des interventions modestes au niveau communautaire reposant sur les capacités locales et visant à améliorer la gouvernance coutumière s'avéreront probablement plus payantes. ■

ANNEXE 1. RÉCAPITULATIF DES INCIDENTS CRIMINELS NATIONAUX, 2004, PAR PROVINCE

Type d'incident	NCD	Lae	Province d'Highlands de l'Ouest	SHP	Province d'Highlands de l'Est	Province de Simbu	Province d'Enga	15 autres provinces	Sous-total
Meurtre	97	34	57	38	38	11	29	303	607
Crime sexuel grave	253	130	153	79	69	14	17	428	1.143
Blessure sérieuse	418	78	134	120	99	27	49	327	1.252
Vol à main armée	862	523	123	48	87	20	3	339	2.005
Effraction	500	300	135	65	77	21	16	467	1.581
Détournement de véhicule	221	8	41	20	11	1	3	51	356
Vol (+ de 1.000 PGK)	166	31	54	5	19	8	2	121	406
Fraude	52	7	4	0	7	3	0	12	85
Evasion de prison	17	8	0	0	1	0	0	33	59
Infraction liée à la drogue	339	138	22	8	57	20	4	231	819
Infraction à l'arme à feu	190	55	6	7	14	4	3	51	330
Evasion de la police	76	23	14	10	42	7	10	111	293
Enlèvement	7	3	10	12	12	1	1	22	68
Attaque à main armée	0	0	7	3	10	0	0	2	22
Echange de coups de feu	25	0	25	30	31	0	0	14	125
Incident de tir	25	25	25	33	31	0	0	28	167
Luttes entre factions	3	0	43	21	20	3	6	3	99
Autres incidents	14	5	5	0	3	0	0	11	38
Total	3.265	1.368	858	499	628	140	143	2.554	9.455

Source: UNDSS (2005)

LISTE D'ABRÉVIATIONS

ACT	Territoire de la capitale australienne	PNG LRC	Commission de réforme législative de Papouasie Nouvelle-Guinée
LLG	Commune		
NCD	District de la capitale nationale	SHP	Province des Highlands du Sud
PGK	Kina de Papouasie Nouvelle-Guinée	USD	Dollar américain
PNG	Papouasie Nouvelle-Guinée		

NOTES

- 1 Les Highlands comprennent cinq provinces: les Highlands de l'Ouest, les Highlands de l'Est, les Highlands du Sud, la province d'Enga et la province de Simbu.
- 2 L'équipe du Small Arms Survey comprenait Nicole Haley et Robert Muggah, accompagnés d'un groupe de chercheurs locaux et internationaux affiliés à un projet de l'université nationale australienne, intitulé «State, Society and Governance in Melanesia» ainsi qu'avec l'Université de Papouasie Nouvelle-Guinée. Les résultats préliminaires ont été présentés à l'occasion du sommet de Papouasie Nouvelle-Guinée sur les armes à feu qui s'est tenu à Goroka en juillet 2005.
- 3 Voir aussi par exemple Capie (2003), Alpers et Twyford (2003), Alpers (2004), Dinnen et Thompson (2004), Muggah (2004), Twyford et Muggah (2004), LeBrun et Muggah (2005), ainsi qu'Alpers (2005).
- 4 Cf. Goldman (2003), Haley (2004), Alpers (2004), Muggah (2004), ainsi que LeBrun et Muggah (2005).
- 5 Entre janvier 2004 et mars 2005, environ la moitié de tous les crimes rapportés au niveau national ont été perpétrés dans les centres urbains de Port Moresby et Lae, tandis que près d'un quart s'est produit dans les provinces des Highlands (UNDSS, 2005). L'annexe 1, qui fournit un récapitulatif des incidents criminels nationaux pour 2004, révèle que Port Moresby – le principal centre urbain du pays, qui connaît la croissance la plus rapide, avec une population qui dépasse désormais les 300.000 habitants (NSO, 2002) – constitue actuellement le théâtre de quelque 34% de tous les crimes déclarés dans le pays, bien que cette ville ne rassemble que 5% des 5,5 millions de personnes qui peuplent la Papouasie Nouvelle-Guinée.
- 6 On donne le nom de villages à des zones résidentielles non autorisées et non planifiées privées des services publics et commodités de base et établies par des nomades et des squatters.
- 7 Cf. Clifford, Morauta et Stuart (1984), Dinnen (2000, p. 67), Walker (1985), ainsi que Muggah (2004).
- 8 Cette évaluation a permis de découvrir que seuls 48% des événements de victimisation rapportés à l'équipe du district de la capitale nationale et 16% de ceux mentionnés à l'équipe des Highlands du Sud avaient été déclarés à la police. Elle a également révélé que les taux de déclaration présentaient des différences au niveau géographique et démographique, à un point tel que les crimes perpétrés dans des zones bénéficiant d'une présence policière avaient plus de probabilités d'être déclarés que ceux se produisant dans des zones rurales distantes où la police n'est plus présente.
- 9 Ces données correspondent à peu près avec celle du récapitulatif des incidents criminels nationaux pour 2004 (annexe 1), dans lequel les crimes violents de meurtre, d'infractions sexuelles graves, de blessures sérieuses et de vols à main armée constituent 53% des événements criminels rapportés. Il vaut toutefois la peine de noter que les crimes violents tendent à représenter moins d'un quart de toutes les infractions dans d'autres pays. En 2004, ils ont constitué 21% des crimes rapportés aux Etats-Unis (Bureau de la justice des Etats-Unis, 2005) et 11% des crimes répertoriés en Australie (ABS, 2005).
- 10 Une comparaison des statistiques judiciaires criminelles au niveau international, entreprise par Barclay et Tavares *et al.* (2003), révèle que le nombre de meurtres à Port Moresby et dans le district de la capitale nationale est considérablement plus élevé que dans la plupart des autres villes du monde entier. Par 100.000 personnes, ils citent les taux d'homicides suivants: Sydney (1,6), Londres (2,6), New York (8,9), Moscou (18,4) et Washington, DC (42,8).
- 11 Dans le district de la capitale nationale, l'enquête comprenait légèrement plus de ménages dans les villages (156) que dans les banlieues (136), ce qui implique que les ménages des villages représentaient 53% de l'échantillon.
- 12 Données fournies par le personnel hospitalier, 2005.
- 13 Cette enquête a révélé que 57% des épouses rurales, 37% des épouses urbaines à faibles revenus et 23% des épouses de l'élite urbaine qui ont été frappées par leurs époux ont déclaré avoir été blessées au moyen d'une arme ou d'un outil (PNG LRC, 1992, p. 16-17).
- 14 Lorsqu'ils ont entrepris cette évaluation, les chercheurs ont reçu plusieurs rapports de première main d'individus qui avaient fait commerce de marijuana pour faire l'acquisition d'un fusil d'assaut. Ils avaient généralement échangé 40-60 kg de marijuana contre un seul M16 ou une carabine à répétition. Bien que ces chiffres semblent élevés, des habitants des mêmes régions ont rapporté avoir échangé 10 kg de marijuana contre une paire de bottes de travail ferrées.
- 15 Le PNUD (2004, p. 16) estime que 50% des résidents du district de la capitale nationale vivent désormais dans des villages des squatters.
- 16 Embiap (2005, p. 1) le confirme, suggérant que la violence est utilisée «comme moyen de gagner le respect, la fierté et de l'argent». Il convient également de noter que le prestige peut aussi inciter les gens à abandonner des activités criminelles. Dinnen, par exemple, a indiqué que les remises d'armes publiques sont considérées par certains comme une stratégie pour accéder à des ressources, à des fonds de projets et à des opportunités d'emploi (Dinnen, 1995, p. 109), ou encore comme un moyen de gagner en prestige (p. 116).
- 17 Des évaluations participatives antérieures organisées par le Small Arms Survey en Asie du Sud, en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique Sud ont révélé des différences similaires en termes de genre et de démographie quant à la façon dont les problèmes sont envisagés et, en définitive, abordés. Voir par exemple Banerjee et Muggah (2001), Moser-Puangsuwan et Muggah (2003), ainsi que LeBrun et Muggah (2005).

- 18 L'épidémie de VIH/SIDA en plein essor est un facteur qui alimente la violence dans les Highlands du Sud et partout en Papouasie Nouvelle-Guinée. Des preuves isolées et qualitatives indiquent que les cas de VIH/SIDA connaissent une augmentation spectaculaire dans les Highlands du Sud – des chiffres récents suggèrent une multiplication par cinq des cas depuis 2003. Dans les zones rurales, des gens meurent déjà de maladies liées au SIDA et pourtant les campagnes nationales de sensibilisation et de prévention n'ont malheureusement pas encore atteint ces régions en raison d'une incapacité à fournir des services publics. Dans certaines régions de Papouasie Nouvelle-Guinée, les décès dus au SIDA sont désormais attribués à la sorcellerie. A Kopiago, par exemple, des accusations de sorcellerie se sont soldées par une vague de procès cruels pour sorcellerie au cours des deux dernières années. Lors du premier de ces procès, six femmes ont été détenues et torturées pendant deux semaines. Elles ont été battues, poignardées, coupées à la machette et marquées au fer brûlant (Haley, à paraître).
- 19 Ce conflit violent, dû en partie à des sentiments sécessionnistes et à un certain mécontentement par rapport à la répartition des bénéfices de la très prospère Bougainville Copper Mine, a fait rage dans la province de Bougainville de Papouasie Nouvelle-Guinée entre 1988 et la fin des années 1990. Au cours de cette période, des milliers de personnes ont perdu la vie. A la mi-2005, après un processus de paix de longue haleine, le gouvernement autonome de Bougainville a été élu et a prêté serment. Un référendum organisé constitutionnellement aura lieu en 2020 sur la question de l'indépendance. Une documentation exhaustive détaille les origines et le déroulement du conflit: voir notamment May et Spriggs (1990) ou encore Regan (1998).
- 20 Déclaration d'une personne interrogée à Tari en mai 2005.
- 21 Bien que les habitants des Highlands du Sud n'aient pas déclaré l'acquisition d'armes à des fins de location, aussi bien des armes que des mercenaires sont disponibles à la location et constituent des variables aussi sérieuses qu'imprévisibles en cas de conflit entre groupes (Alpers, 2005).

BIBLIOGRAPHIE

- ABS (Bureau australien des statistiques). 2005. *Recorded Crime: Victims, Australia 2004*. Canberra: ABS.
- Agiru, Anderson. 2005. «Implications of Autonomy on PNG». *The National* (Port Moresby). 3 juin.
- Alpers, Philip. 2004. *Gun Violence, Crime and Politics in the Southern Highlands: Community Interviews and a Guide to Military-style Small Arms in Papua New Guinea*. Document d'information non publié. Genève: Small Arms Survey.
- . 2005. *Gun-running in Papua New Guinea: From Arrows to Assault Weapons in the Southern Highlands*. Rapport spécial n° 5. Genève: Small Arms Survey.
- et Conor Twyford. 2003. *Small Arms in the Pacific*. Publication occasionnelle n° 8. Genève: Small Arms Survey.
- Australie. Département des Affaires étrangères et du Commerce. 2005. *Travel Advice Papua New Guinea*. Mis à jour le 15 septembre. <http://www.smartraveller.gov.au/zw/cgi/view/Advice/Papua_New_Guinea>
- Banerjee, Dipankar et Robert Muggah. 2002. *Small Arms and Human Insecurity: Reviewing Participatory Research in South Asia*. Genève/Colombo: Small Arms Survey et Regional Centre for Strategic Studies.
- Barclay, G. et Cynthia Tavares et al. 2003. *International Comparisons of Criminal Justice Statistics 2001*. Parution 12/03. Londres.
- Bradley, Christine. 1988. «Wife-beating in Papua New Guinea: Is It a Problem?». *Papua New Guinea Medical Journal*. Vol. 31, n° 4, p. 257-68.
- Capie, David. 2003. *Under the Gun: The Small Arms Challenge in the Pacific*. Wellington: Victoria University Press.
- Clifford, William, Louise Morauta et Barry Stuart. 1984. *Law and Order in Papua New Guinea*. Document de discussion n° 16, vol. 1 et 2. Port Moresby: Institute of National Affairs et Institute of Applied Social and Economic Research.
- Dinnen, Sinclair. 1995. «Praise the Lord and Pass the Ammunition: Criminal Group Surrender in Papua New Guinea». *Oceania*. Vol. 66, n° 2, p. 103-18.
- . 2000. «Threatening the State: Crime and Public Order in Papua New Guinea». Dans Beno Boeha et John McFarlane, eds. *Australia and Papua New Guinea: Crime and the Bilateral Relationship*. Canberra: Australian Defence Studies Centre, p. 65-74.
- . 2001. *Law and Order in a Weak State: Crime and Politics in Papua New Guinea*. Adelaide: Crawford House Publishing.
- . 2004. «Australia's New Interventionism in the Southwest Pacific». Dans Nancy Sullivan, ed. *Governance Challenges for PNG and the Pacific Islands*. Madang: Divine Word University Press.
- et Edwina Thompson. 2004. *Gender and Small Arms Violence in Papua New Guinea*. Document de discussion n° 2004/8 du projet «State, Society and Governance in Melanesia». Canberra: projet «State, Society and Governance in Melanesia», université nationale australienne.
- Embiap, James. 2005. *Violence and Guns in Mendi: A Report on Violence-related Incidents and Deaths in Mendi District, PNG*. Rapport non publié. Mendi: Mendi District Health Service.
- Goddard, Michael. 1992. «Big-man, Thief: The Social Organisation of Gangs in Port Moresby». *Canberra Anthropology*. Vol. 15, n° 1, p. 20-34.
- . 1995. «The Rascal Road: Crime, Prestige and Development in Papua New Guinea». *Contemporary Pacific: A Journal of Island Affairs*. Vol. 7, n° 1, p. 55-80.
- Goldman, Laurence. 2003. «Hoo-Ha in Huli: Considerations on Commotion and Community in the Southern Highlands Province of Papua New Guinea». Document de discussion n° 2003/8 du projet «State, Society and Governance in Melanesia». Canberra: projet «State, Society and Governance in Melanesia», Université nationale australienne.
- Gomez, Brian, ed. 2005. *Papua New Guinea Yearbook 2005*. Port Moresby: The National and Cassowary Books.
- Haley, Nicole. 2004. «A Failed Election: The Case of the Koroba-Lake Kapiago Open Electorate». Dans Philip Gibbs, Nicole Haley et Abbey McLeod. *Politicking and Voting in the Highlands: The 2002 Papua New Guinea National Elections*. Document de discussion n° 2004/1 du projet «State, Society and Governance in Melanesia». Canberra: projet «State, Society and Governance in Melanesia», Université nationale australienne, p. 16-26.
- . A paraître. «Witchcraft, Torture and HIV/AIDS». Dans Vicki Lucker, Sinclair Dinnen et Alan Patience, eds. *Law, Order and HIV/AIDS in PNG*. Canberra: Pandanus.
- et Ron May. A paraître. «Introduction: Roots of Conflict in the Southern Highlands». Dans Nicole Haley et Ron May, eds. *Conflict and Resource Development in the Southern Highlands of Papua New Guinea*. Canberra: projet «State, Society and Governance in Melanesia», Université nationale australienne.

- Hanson, Luke, Bryant Allen, Michael Bourke et Tess McCarthy. 2001. *Papua New Guinea Rural Development Handbook*. Canberra: Université nationale australienne.
- LeBrun, Emile et Robert Muggah, eds. 2005. *Silencing Guns: Local Perspectives on Small Arms and Armed Violence in Rural Pacific Island Communities*. Publication occasionnelle n° 15. Genève: Small Arms Survey.
- Levantis, Theodore. 1998. «Tourism in Papua New Guinea: A Comparative Perspective». *Pacific Economic Bulletin*. Vol. 13, n° 1, p. 98-105.
- Lewis, Neryl. A paraître. «Conflict Vulnerability Assessment, Southern Highlands Province, Papua New Guinea». Dans Nicole Haley et Ron May, eds. *Conflict and Resource Development in the Southern Highlands of Papua New Guinea*. Canberra: projet «State, Society and Governance in Melanesia», Université nationale australienne.
- May, Ron et Matthew Spriggs, eds. 1990. *The Bougainville Crisis*. Bathurst: Crawford House Press.
- Monsell-Davis, Michael. 1993. «Urban Exchange: Safety-net or Disincentive? Wantoks and Relatives in the Urban Pacific». *Canberra Anthropology*. Vol. 16, n° 2, p. 45-66.
- Moser-Puangsuwan, Yeshua et Robert Muggah, eds. 2003. *Whose Security Counts? Participatory Research on Armed Violence and Human Insecurity in Southeast Asia*. Genève: Small Arms Survey et Nonviolence International.
- Muggah, Robert. 2004. *Diagnosing Demand: Assessing the Motivation and Means for Firearms Acquisition in the Solomon Islands and Papua New Guinea*. Document de discussion n° 2004/7. Canberra: projet «State, Society and Governance in Melanesia», Université nationale australienne.
- . 2005. «La gestion des armes dans les zones «post-conflit»: le DDR et la réduction de la circulation des armes». Dans Small Arms Survey, *Annuaire sur les armes légères 2005: Au cœur des conflits*. Traduction française par le GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité), disponible sur <http://www.smallarmssurvey.org/files/sas/publications/yearb2005.html>, p. 267-301.
- NGCC (Comité national de contrôle des armes à feu). 2005. Rapport d'information non publié. Sommet de PNG sur les armes à feu, Goroka, 4-8 juillet.
- NRI (Institut national de recherche). 2005. *Port Moresby Community Crime Survey, 2004*. Waigani: NRI.
- NSO (Bureau national de statistiques). 2002. *National Thematic Map Tables PNG 2000 National Census on CD-ROM*. Waigani: NSO.
- Nouvelle-Zélande. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce. 2005. *Travel Advice Papua New Guinea*. Mis à jour le 21 juin. <http://www.mfat.govt.nz>
- PNG LRC (Commission de réforme législative de Papouasie Nouvelle-Guinée). 1992. *Final Report on Domestic Violence*. Rapport n° 14. Boroko: PNG LRC.
- Ranck, S. et Susan Toft. 1986. «Domestic Violence in an Urban Context with Rural Comparisons». Dans Susan Toft, ed. *Domestic Violence in Papua New Guinea*. Monographie n° 3. Port Moresby: PNG LRC.
- Regan, Anthony. 1998. «Current Developments in the Pacific: Causes and Course of the Bougainville Conflict». *Journal of Pacific History*. Vol. 33, n° 3, p. 269-85.
- Riley, I., D. Wohlfahrt et E. Carrad, eds. 1985. *The Management of Rape and Other Sexual Offences in Port Moresby*. Rapport d'un séminaire organisé au département de médecine communautaire de l'université de Papouasie Nouvelle-Guinée, Hôpital général de Port Moresby, 4 juin.
- Sikani, Richard. 1997. *Live to Steal, Steal to Live: Juvenile and Economic Crime*. Document préliminaire n° 3 du NRI. Waigani: Institut national de recherche.
- . 2000. «The Criminal Threat in Papua New Guinea». Dans Beno Boeha et John McFarlane, eds. *Australia and Papua New Guinea: Crime and the Bilateral Relationship*. Canberra: Australian Defence Studies Centre, p. 35-56.
- Twford, Conon et Robert Muggah. 2004. «Paradis dans la tourmente: les armes légères dans le Pacifique». Dans Small Arms Survey, *Annuaire sur les armes légères 2004: Droits en péril*. Bruxelles, GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité), p. 277-307.
- PNUD (Programme des Nations unies pour le développement). 2004. *Port Moresby Diagnosis of Insecurity Report*. Port Moresby: PNUD.
- /OIT (Organisation internationale du travail). 1993. *Papua New Guinea: Challenges for Employment and Human Resource Development*. Port Moresby: PNUD/OIT.
- UNDSS (Département de la sûreté et de la sécurité des Nations unies). 2005. *National Crime Summary Report: 01 Jan 04-31 Dec 04*. Port Moresby: UNDSS.
- Bureau de la justice des Etats-Unis. 2005. *Criminal Victimization 2004*. Washington, DC: Bureau de la justice des Etats-Unis.
- Walker, John. 1985. *Crime and Justice Statistics in Papua New Guinea*. Canberra: Institut australien de criminologie.
- Windybank, Susan et Mike Manning. 2003. *Papua New Guinea on the Brink*. Parution n° 30. Centre d'études indépendantes. 12 mars.
- Zvekic, Ugljesa et Anna Alvazzi del Frate, eds. 1995. *Criminal Victimization in the Developing World*. UNICRI Publication n° 55. Rome: Institut interrégional de recherche des Nations unies sur la criminalité et la justice.

REMERCIEMENTS

Auteurs principaux

Nicole Haley et Robert Muggah

Collaborateurs

Sarah Garap, David Kavanamur et Elly Kinkin